



Nations Unies

ICCD/COP(17)/4



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
5 juin 2026
Français
Original : anglais

Conférence des Parties

Dix-septième session

Oulan-Bator, Mongolie, 17-28 août 2026

Point 8 b) de l'ordre du jour provisoire

Questions de procédure

**Participation et contribution du secteur privé aux réunions
et à d'autres activités liées à la Convention des Nations Unies
sur la lutte contre la désertification, et stratégie
de mobilisation des entreprises**

Participation et contribution du secteur privé aux réunions et à d'autres activités liées à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

Rapport du Mécanisme mondial

Résumé

Dans sa décision 6/COP.16, la Conférence des Parties a prié le secrétariat et le Mécanisme mondial de continuer à mobiliser le secteur privé et de collaborer avec lui à la promotion de l'application de la Convention. Le présent rapport donne un aperçu des activités menées par le secrétariat et le Mécanisme mondial et expose des conclusions assorties de recommandations pour examen par la Conférence des Parties à sa dix-septième session.

Il est complété par le document ICCD/CRIC(24)/2, sur la mobilisation de ressources, les flux financiers et la cible 15.3 des objectifs de développement durable.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Huitième Forum des entreprises sur la gestion durable des terres.....	3
III. Activités visant à encourager la mobilisation du secteur privé et initiative Business4Land	4
A. Activités commerciales et chaînes de valeur	5
B. Financement.....	6
C. Sensibilisation.....	8
D. Questions émergentes	9
IV. Accréditation des représentants du secteur privé	9
V. Conclusions et recommandations	10
Annexe	
Policies for regenerative landscape action: a business perspective	12

I. Introduction

1. À sa seizième session, la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (Convention) a prié le secrétariat et le Mécanisme mondial de mener, dans le cadre de leur mandat et sous réserve de la disponibilité de ressources, plusieurs initiatives axées sur le secteur privé. Elle les a notamment priés d'élaborer des bonnes pratiques et des orientations ayant trait à la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse et d'améliorer celles qui existent déjà. Le Mécanisme mondial a également été prié d'élaborer plus avant la stratégie de mobilisation du secteur privé pour la protection, la restauration et la gestion durable des terres et d'encourager l'appui du secteur privé, les flux financiers et le transfert de technologie. Par ailleurs, le secrétariat et le Mécanisme mondial ont été priés de redoubler d'efforts pour mobiliser le secteur privé et promouvoir l'innovation en prenant les mesures suivantes :

- a) Mettre en œuvre la stratégie Business4Land (B4L) en mettant l'accent sur la prise en compte des processus décisionnels liés à l'utilisation durable des terres et de l'eau dans les normes relatives aux questions d'environnement, de société et de gouvernance ;
- b) Continuer à développer l'initiative B4L, qui est le principal vecteur de la participation du secteur privé à la mise en œuvre de la Convention ;
- c) Recenser et promouvoir les possibilités d'investissement à impact, notamment encourager les partenariats public-privé, les transferts de technologie selon des modalités librement consenties et mutuellement convenues et les mécanismes financiers novateurs, afin d'améliorer la résilience face à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse et de favoriser la gestion durable des terres ;
- d) Favoriser l'adoption de projets innovants et les rendre plus attrayants pour le secteur privé ;
- e) Élaborer des projets pilotes pour évaluer la viabilité et l'utilité de mécanismes de financement novateurs, notamment dans des domaines d'intérêt et de préoccupation nouveaux et émergents, tels que les tempêtes de sable et de poussière ;
- f) Étudier les possibilités d'étendre à d'autres régions les modèles élaborés ou pilotés par le Mécanisme mondial ;
- g) Collaborer avec l'Initiative mondiale du G20 sur les terres afin de renforcer le secteur de la restauration des terres ;
- h) Faciliter, en collaboration avec les partenaires concernés et des représentants du secteur privé, l'organisation du huitième Forum des entreprises sur la gestion durable des terres en marge de la dix-septième session de la COP ;

2. Le présent rapport donne un aperçu des principales activités menées par le secrétariat, le Mécanisme mondial et l'Initiative mondiale du G20 sur la restauration des terres en application de la décision 6/COP.16. Il expose des conclusions assorties de recommandations pour examen par la COP à sa dix-septième session. Les mesures connexes prises en matière de financement et de mobilisation de ressources sont présentées dans le document [ICCD/CRIC\(24\)/2](#).

II. Huitième Forum des entreprises sur la gestion durable des terres

3. Le huitième Forum des entreprises sur la gestion durable des terres, rebaptisé Forum « Business4Land » (B4L), se tiendra en parallèle de la dix-septième session de la COP. Il rassemblera des chefs d'entreprise, des personnalités politiques, des décideurs, des représentants de gouvernements, des leaders d'opinion, des experts et d'autres parties prenantes qui échangeront leurs points de vue sur les initiatives que les entités industrielles et commerciales prennent afin de parvenir à la neutralité en matière de dégradation des terres et de devenir plus résilientes à la sécheresse.

4. Le Forum B4L fait fonction de plateforme permettant de donner plus de visibilité à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse dans le secteur privé, de communiquer des conseils et des bonnes pratiques concernant l'adoption de méthodes de gestion durable des terres, et de mettre en avant les contributions positives des entreprises et des entités industrielles à la neutralité en matière de dégradation des terres. Compte tenu de ce qui précède, à la dix-septième session de la COP, le Forum sera l'occasion :

a) De mettre en avant les pratiques optimales qu'utilisent les acteurs du secteur privé pour rendre compte de leur action en faveur de la neutralité en matière de dégradation des terres et de résilience face à la sécheresse, en collaboration avec les mécanismes et initiatives de divulgation d'informations pertinents, et de favoriser la cohérence entre les normes du secteur privé, la définition et le suivi des objectifs concernant la neutralité en matière de dégradation des terres et les plans de renforcement de la résilience face à la sécheresse ;

b) D'encourager la réorientation des financements vers la gestion durable des terres et les pratiques favorisant la résilience face à la sécheresse en présentant des arguments économiques viables et des modes de financement novateurs ;

c) De promouvoir l'apprentissage entre pairs en vue de l'adoption de pratiques favorisant la gestion durable des terres et la résilience face à la sécheresse dans l'activité commerciale et les chaînes de valeur ;

d) De faciliter le dialogue entre les secteurs public et privé afin de créer un climat commercial propice à des contributions à grande échelle du secteur privé à la neutralité en matière de dégradation des terres et à la résilience face à la sécheresse.

5. Un forum sur l'investissement en faveur des pâturages sera également organisé en parallèle, l'importance économique et écologique de ces espaces étant de plus en plus largement reconnue, en particulier en Mongolie, pays hôte, et dans le contexte de l'Année internationale du pastoralisme et des pâturages. Organisée par des partenaires, cette manifestation rassemblera des investisseurs, des institutions de financement du développement, des gouvernements, des exploitants de pâturages et des organismes de la société civile qui réfléchiront aux moyens de faire en sorte que des flux de capitaux privés soient orientés vers la gestion durable et la restauration des pâturages.

III. Activités visant à encourager la mobilisation du secteur privé et initiative Business4Land

6. L'initiative B4L s'articule autour des trois piliers ci-après, et le Mécanisme mondial continue d'encourager le secteur privé à gérer les risques et saisir les possibilités qui se présentent en ce qui concerne la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse conformément à cette approche :

a) Activités commerciales et chaînes de valeur : adoption de pratiques favorisant la gestion durable des terres et la résilience face à la sécheresse dans l'ensemble des activités des entreprises et des chaînes de valeur, définition d'objectifs liés à l'utilisation des terres et divulgation d'informations sur les mesures prises et leurs incidences ;

b) Financement : mobilisation de ressources financières du secteur privé au service de la neutralité en matière de dégradation des terres et de la résilience face à la sécheresse, qu'il s'agisse d'investissements stratégiques ou de contributions philanthropiques ;

c) Promotion : sensibilisation à la nécessité d'entreprendre des actions plus vigoureuses en faveur de la neutralité en matière de dégradation des terres et de résilience face à la sécheresse ainsi que de créer des conditions favorables à l'adoption à une plus grande échelle de pratiques de gestion durable des terres dans le secteur privé.

7. Pour favoriser le développement de l'initiative B4L, le Mécanisme mondial a organisé, en coordination avec l'Initiative mondiale du G20 sur les terres, un atelier stratégique de trois jours qui a notamment été l'occasion, pour les participants, d'assister à des démonstrations de techniques d'agriculture régénératrice organisées sur le terrain par

la fondation Finck. Quarante chefs d'entreprise, investisseurs, responsables de l'établissement de normes d'entreprise et experts techniques se sont réunis lors de cet atelier pour tenter d'améliorer l'exécution et l'orientation stratégique de l'initiative en amont de la dix-septième session de la COP, et pour se mettre d'accord sur des activités et des partenariats. Lors de séances interdisciplinaires, les participants ont en outre réfléchi à des moyens de faire intervenir le secteur privé dans les initiatives phares menées au titre de la Convention et de mettre en place des conditions plus favorables à la mobilisation des entreprises.

A. Activités commerciales et chaînes de valeur

8. Le Mécanisme mondial a poursuivi ses travaux concernant les informations que les entreprises sont tenues de communiquer et les normes relatives à la définition d'objectifs. Dans le cadre de ces efforts, elle a lancé une collaboration avec le Science Based Targets Network, acteur de premier plan de la normalisation en matière d'objectifs fondés sur la science dans le domaine de la nature, pour faire un état des lieux de la concordance entre les objectifs publics de neutralité en matière de dégradation des terres et les objectifs des entreprises concernant les terres dans une sélection de pays et d'entreprises et chercher à créer des possibilités de suivi et de mise en œuvre coordonnés des objectifs publics et privés relatifs à la gestion durable et à la restauration des terres.

9. Le Mécanisme mondial s'est associé avec la Global Reporting Initiative (GRI) pour faire en sorte que les terres et la sécheresse tiennent une plus grande place encore dans les normes concernant l'environnement, la société et la gouvernance. Grâce à ses normes, la GRI propose le cadre le plus largement adopté pour la communication d'informations par les entreprises. Les activités menées dans le cadre de ce partenariat visent à développer les capacités des entreprises afin qu'elles puissent se servir des normes GRI pour recenser et évaluer les impacts liés à la sécheresse et à l'utilisation des terres et prendre des mesures en conséquence tout en renforçant les indicateurs et les outils de mesure concernant la sécheresse et les terres dans les normes GRI.

10. Le Mécanisme mondial a également mis sur pied un groupe d'experts de la divulgation d'informations par les entreprises et de la définition d'objectifs qui fait office d'organe consultatif technique, collabore étroitement avec lui pour favoriser la concordance entre les mécanismes de communication d'informations des entreprises et ceux qui relèvent de la Convention, et concourt aux réalisations concrètes. Une séance de travail organisée dans le cadre de l'atelier stratégique B4L a débouché sur une première série de recommandations concernant l'harmonisation entre le cadre relatif à la neutralité en matière de dégradation des terres et les cadres en place dans les entreprises, et il est prévu d'élaborer un autre cadre pour la résilience face à la sécheresse.

11. Le Mécanisme mondial met à disposition des plateformes grâce auxquelles le secteur privé peut prendre part à des projets relatifs à la gestion durable des terres et de l'eau, notamment par l'intermédiaire de l'Accélérateur de l'initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel et de l'initiative de la Grande Muraille Verte en Afrique australe. Dans le Sahel, l'Accélérateur soutient des projets prêts à recevoir des investissements en mettant des entrepreneurs verts en relation avec des chefs d'entreprise afin qu'ils puissent affiner leurs modèles, renforcer leurs stratégies financières et mobiliser des fonds. En Afrique australe, l'initiative de la Grande Muraille verte encourage la participation du secteur privé au moyen d'initiatives telles que le Programme pour le développement intégré et l'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Zambèze et le Partenariat pour le verdissement des zones arides. Le Mécanisme mondial a accueilli un atelier régional de renforcement des capacités visant à former les parties prenantes à la conception de projets et de réserves de projets d'investissement tenant compte des questions de genre susceptibles d'être financés, organisé en avril et mai 2026 à Johannesburg (Afrique du Sud). Au même moment, à Accra, 12 éco-entrepreneurs et entrepreneurs de la région couverte par l'initiative de la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel ont présenté leurs projets et solutions à cinq investisseurs lors de la conférence « Beyond Borders 2026 » de la Global Shea Alliance, et les résultats ont été encourageants. Dans les deux régions, ces initiatives convertissent les engagements nationaux en faveur de la neutralité en matière de dégradation

des terres en projets réalistes en mobilisant des investissements privés et en misant sur les partenariats et l'innovation pour obtenir des résultats mesurables.

12. Le Mécanisme mondial collabore avec l'initiative « Economics of Land Degradation » à l'élaboration d'un module de renforcement des capacités destiné au secteur privé. Ce module aide les entreprises à considérer les terres comme une catégorie d'actifs importante tout en leur donnant des conseils pratiques sur la manière de gérer les risques et les possibilités liés aux terres dans leurs activités comme dans leurs pratiques en matière d'approvisionnement. Le module de renforcement des capacités, dont le lancement à titre pilote est prévu dans le programme de la dix-septième session de la COP, est censé pouvoir être déployé à une plus grande échelle ainsi que dans différentes régions et différents secteurs.

13. Le Mécanisme mondial soutient l'élaboration et la publication des normes mondiales relatives aux pâturages. Ce système de certification et de suivi favorise les engagements volontaires, la traçabilité et la responsabilisation en incitant les entités du secteur privé à faire en sorte que de bonnes pratiques de gestion et de restauration des pâturages soient appliquées dans leurs chaînes d'approvisionnement et leurs stratégies d'entreprise.

14. L'Initiative mondiale du G20 sur les terres a continué, avec le soutien du Mécanisme mondial, à dialoguer avec des entreprises du secteur de la restauration des terres, notamment en développant les compétences des jeunes entrepreneurs, ainsi qu'avec les industries extractives afin de promouvoir une économie de la restauration. En février 2025, l'Initiative a publié un document technique intitulé « Global Land Restoration Economy : State of Play and Recommendations for Scale-Up »¹ où elle souligne que la restauration écologique est susceptible de stimuler la croissance économique et de créer des emplois durables. En 2025, le programme Youth Ecopreneurs (YECO), mené en collaboration avec le Centre du commerce international, a formé une deuxième promotion de 225 entrepreneurs âgés de moins de 35 ans. L'Initiative du G20 sur les terres a également organisé une manifestation parallèle sur le secteur émergent de la restauration des terres en novembre 2025, en marge de la vingt-troisième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention. En ce qui concerne l'extraction minière, une mission exploratoire menée en février 2025 en Mauritanie avait pour but de venir en aide au Gouvernement dans le secteur national de l'extraction artisanale de l'or. L'atelier annuel de renforcement des capacités sur la restauration des sites après l'arrêt de l'exploitation minière s'est tenu en mars 2025 en Afrique du Sud. En juillet 2026, l'Initiative du G20 sur les terres a collaboré avec le Mécanisme mondial et le Conseil des entreprises de Mongolie à l'organisation d'une réunion avec des experts internationaux, des décideurs nationaux et des dirigeants du secteur de l'extraction minière dont l'objectif était de regrouper les initiatives isolées des entreprises en matière de durabilité en un seul engagement commun et concret de l'ensemble du secteur en vue de la dix-septième session de la COP. L'Initiative et le Mécanisme mondial ont également collaboré dans le cadre de plusieurs activités de communication visant à mettre en avant des pratiques positives et à faire découvrir de nouvelles possibilités aux entrepreneurs fonciers. On trouvera de plus amples informations sur la mobilisation du secteur privé dans le cadre de l'Initiative mondiale du G20 sur les terres dans le rapport annuel de l'Initiative².

15. Le secrétariat et le Mécanisme mondial ont continué à travailler ensemble pour mobiliser le secteur de la mode dans le cadre de l'initiative « Fashion4Land », contribuant ainsi à l'objectif plus global de mobilisation des secteurs de l'alimentation, de l'alimentation animale et des fibres. L'initiative s'est attachée à mettre en lumière les enjeux liés aux terres dans le secteur de la mode et organisera son forum Fashion4Land sur le sujet à la dix-septième session de la COP.

B. Financement

16. Grâce à un capital de mise en route de 2 millions d'euros du Gouvernement luxembourgeois, le Mécanisme mondial a prévu de lancer le Fonds d'investissement pour la résilience face à la sécheresse. En tant que mécanisme de financement mixte relevant du

¹ <https://g20land.org/wp-content/uploads/2025/02/Global-Land-Restoration-Economy-report.pdf>.

² <https://g20land.org/wp-content/uploads/2026/02/G20GLI-Annual-Report-2025.pdf>.

pilier relatif au financement innovant de l'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse pouvant tirer parti d'environ 40 millions de dollars des États-Unis de fonds publics, le Fonds vise à mobiliser jusqu'à 400 millions de dollars É.-U. d'investissements privés en faveur de projets axés sur la résilience face à la sécheresse dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Il soutiendra les investissements dans des secteurs variés, tels que l'agriculture durable, la gestion de l'eau et les solutions fondées sur la nature, contribuant ainsi à dynamiser la participation du secteur privé en mettant en avant des projets d'investissement viables et en réduisant les risques. Un mécanisme d'assistance technique facilitera le développement de la réserve de projets bancables et le renforcement des capacités post-investissement.

17. Le Mécanisme mondial prend note de l'émergence de fonds d'investissement mixtes soutenant la gestion durable et la restauration des terres, dont le Mirova Sustainable Land Fund 2, qui puise dans l'expérience acquise dans le cadre du Fonds pour la neutralité en matière de dégradation des terres. Il se félicite de cette évolution positive, qui va dans le sens des arguments économiques en faveur de la gestion durable des terres en tant que marché susceptible d'être développé plus avant, et continue à appuyer la mise en place d'initiatives de ce type dans toutes les régions.

18. Le Mécanisme mondial continue de développer des outils d'assurance destinés à couvrir les risques liés aux changements climatiques ainsi qu'à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse pour les petits exploitants, les éleveurs et les écosystèmes. L'assurance liée à la gestion durable des terres se fonde sur des seuils indiciaires et des critères relatifs à l'utilisation des terres pour encourager les pratiques durables au moyen de réductions de primes. L'approche du Mécanisme mondial repose sur une logique en trois parties : la conception des produits, l'expérimentation dans les pays et l'intégration des politiques.

19. Le Mécanisme mondial a publié, avec le soutien de l'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse, un rapport sur les moyens de renforcer la résilience des petits agriculteurs en reliant les pratiques de gestion durable des terres à une assurance indiciaire contre les risques climatiques³. Le rapport met en lumière les lacunes des modèles d'assurance conventionnels fondés sur l'indemnisation, à savoir les délais de paiement, les primes élevées et les coûts administratifs accrus, et préconise d'aller vers des systèmes novateurs d'assurance indiciaire fondés sur des données et centrés sur les agriculteurs pour venir à bout de ces difficultés.

20. Le Mécanisme mondial mène actuellement de premiers projets pilotes pour mettre à l'essai des solutions d'assurance liées à la résilience face à la sécheresse et à la gestion durable des terres dans différentes régions. En Namibie, un vaste projet visant à intégrer les pratiques de gestion durable des terres dans le système d'assurance contre la sécheresse destiné aux petits agriculteurs est en cours d'élaboration en collaboration avec les autorités nationales et des partenaires techniques. En parallèle, des études de faisabilité menées dans les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique, en partenariat avec le Fonds d'équipement des Nations Unies, évaluent les pistes à envisager pour intégrer ces approches dans les systèmes de microassurance existants. La mise en œuvre de ces projets pilotes nécessitera des ressources. D'autres initiatives possibles sont à l'étude dans d'autres régions, dans le cadre de partenariats visant à adapter cette approche aux différents contextes nationaux et chaînes de valeur.

21. En collaboration avec Ernst and Young et d'autres partenaires, le Mécanisme mondial étudie la mise en place d'un système d'assurance pour la résilience des terres afin que la gestion durable des terres et la résilience face à la sécheresse soient prises en compte dans les approches de financement des risques et d'investissement. L'objectif est de venir à bout des principaux obstacles à l'investissement dans les économies vulnérables face aux aléas climatiques en associant la réduction des risques par la gestion durable des terres et les pratiques favorisant la résilience face à la sécheresse, le transfert de risque au moyen de

³ <https://www.unccd.int/resources/reports/securing-land-and-livelihoods-integrating-sustainable-land-management-and-index>.

solutions d'assurance et la prise de risque positive pour rendre les chaînes de valeur plus résilientes et encourager la participation du secteur privé.

22. Soucieux de rendre les mécanismes de financement novateurs plus accessibles, le Mécanisme mondial a continué à examiner dans quelle mesure les crédits carbone et les crédits de résilience et d'autres instruments de marché peuvent être utiles pour combattre la dégradation des terres et renforcer la résilience face à la sécheresse.

23. Dans le cadre de sa contribution à l'élaboration de normes « adaptées à la Convention sur la lutte contre la désertification » concernant les crédits carbone, le Mécanisme mondial a publié un livre blanc dans lequel il examine comment faire pour que les marchés volontaires du carbone soutiennent davantage la restauration des terres, la résilience face à la sécheresse et des moyens de subsistance durables⁴. On y trouve un aperçu d'approches pratiques à suivre pour concevoir des projets relatifs au carbone qui soient alignés sur les principes de la neutralité en matière de dégradation des terres et qui génèrent des retombées positives mesurables, comme l'amélioration de la santé des sols, le renforcement de la résilience face aux changements climatiques et une meilleure inclusion financière. La nécessité d'améliorer l'accessibilité du financement de la lutte contre les émissions de carbone et la confiance dans celui-ci, en particulier pour les communautés vulnérables vivant de la terre, y est également soulignée.

24. Le Mécanisme mondial étudie également les possibilités de contribuer à l'élaboration de systèmes de crédit de résilience, en collaboration avec des partenaires comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les premières discussions ont porté sur les perspectives de mise à l'essai de mécanismes fondés sur le marché reliant les résultats en matière de résilience aux investissements, y compris les considérations relatives aux cadres de mesure, aux systèmes de tarification et au rattachement à d'autres initiatives existantes, comme le Fonds d'investissement pour la résilience face à la sécheresse. Puisant dans son expérience en matière de financement de la résilience face à la sécheresse et d'exécution de projets pilotes au niveau national, le Mécanisme mondial s'efforce de déterminer comment expérimenter ces approches dans certaines régions et faire en sorte qu'elles s'inscrivent dans le prolongement des démarches plus globales visant à augmenter les investissements en faveur de la résilience.

25. Le Mécanisme mondial a commencé à mettre au point un dispositif pour orienter les ressources du secteur privé vers la gestion durable des terres, des sols et de l'eau, la résilience face à la sécheresse et les activités menées au titre de la Convention. La Fondation B4L fera passer la mobilisation du secteur privé au stade opérationnel en créant des liens entre les entreprises, les organisations philanthropiques et les partenaires d'exécution tout en réduisant les obstacles administratifs et en accélérant l'impact sur le terrain.

C. Sensibilisation

26. Au cours de cet exercice biennal, un Conseil des champions de l'initiative B4L a été créé en tant que plateforme de haut niveau visant à encourager le secteur privé à jouer un rôle moteur dans les démarches entreprises pour parvenir à la neutralité en matière de dégradation des terres et à la résilience face à la sécheresse, ainsi qu'à renforcer la participation du secteur aux travaux menés dans le cadre la Convention. Le Conseil se compose de 15 à 20 membres, dont des chefs d'entreprise de divers secteurs appliquant les meilleures pratiques en matière de gestion responsable des terres et de l'eau, un haut représentant de la Convention et un président représentant la présidence de la COP, afin que les points de vue du secteur privé soient bien pris en compte dans les processus relevant de la Convention. Il fait office d'espace consacré à l'échange entre pairs, à la sensibilisation collective et à la création conjointe de solutions facilitant la mise en œuvre du Cadre stratégique de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (2018-2030) (Cadre stratégique de la Convention (2018-2030)). Le Conseil a commencé à formuler des engagements du secteur privé, par la

⁴ <https://www.unccd.int/resources/publications/carbon-co-benefits-scaling-carbon-finance-land-livelihoods-and-long-term>.

voie d'initiatives menées au sein des entreprises membres comme de la participation active à des plateformes mondiales.

27. Compte tenu de l'importance de la contribution du secteur privé à l'accélération de la restauration et de la gestion durable des terres agricoles, le Mécanisme mondial a demandé au Conseil mondial des entreprises pour le développement durable de mener des consultations auprès des entreprises du secteur agroalimentaire et des organismes concernés de la société civile pour trouver des moyens de faire en sorte que le secteur privé contribue véritablement à la neutralité en matière de dégradation des terres agricoles. Ces recommandations ont été prises en compte dans les orientations relatives à la gestion durable des terres agricoles, conformément à la demande formulée dans la décision 19/COP.16. On trouvera le projet de recommandations dans l'annexe au présent rapport. Le rapport complet sera publié avant la dix-septième session de la COP et mis à la disposition des Parties. Dans le cadre de cette démarche, et conscients de l'importance stratégique que revêt la santé des sols, le secrétariat et le Mécanisme mondial travaillent avec le Forum économique mondial et son Conseil pour l'avenir mondial sur la santé des sols et des terres à l'élaboration d'un livre blanc présentant les avantages économiques de l'investissement dans ce programme. Le rapport sera présenté à la dix-septième session de la COP.

28. Soucieux d'accélérer la participation du secteur privé à la mise en œuvre de la Convention, le Mécanisme mondial a mené des actions de communication pendant la Semaine du climat de New York et la Semaine d'action pour le climat de Londres, la réunion annuelle de 2026 du Forum économique mondial, ChangeNOW, le Forum économique de Mongolie et le Forum mondial sur les sols vivants, présentant la gestion durable des terres et l'initiative B4L à un large éventail d'acteurs du milieu des affaires, de la finance et de la sphère décisionnelle. Ces échanges lui ont permis de mieux faire prendre conscience des liens essentiels qui existent entre l'activité du secteur privé et les objectifs de la Convention tout en favorisant la prise en compte des processus décisionnels relatifs à l'utilisation durable des terres et de l'eau dans les normes des entreprises. Le Conseil des champions de l'initiative B4L a amplifié cette action de sensibilisation en tirant parti des réseaux et de l'influence de ses membres.

D. Questions émergentes

29. Le Mécanisme mondial travaille sur le concept des pôles B4L Hubs en tant que plateformes nationales ou régionales visant à renforcer la participation du secteur privé à la gestion durable des terres, des sols et de l'eau. Ces pôles sont hébergés par des entités compétentes, comme des conseils d'entreprises, des organismes publics ou des initiatives locales, au pouvoir de rassemblement avéré, dotées d'une expérience de la durabilité ou du développement et capables de coordonner des démarches multi-acteurs. Ils servent de centre de liaison où mobiliser les entreprises, faciliter la collaboration et faire avancer des activités alignées sur les priorités de la Convention. Il est prévu de créer plusieurs pôles B4L en 2026 et de continuer à développer le réseau par la suite.

IV. Accréditation des représentants du secteur privé

30. Conformément à la décision 5/COP.10, le secrétariat a facilité la participation des représentants d'entités commerciales et industrielles aux réunions et processus découlant de la Convention. La participation de ces représentants aux sessions de la COP et de ses organes subsidiaires a été assurée de deux manières :

- a) Accréditation des entités au moyen de la procédure établie dans la décision 5/COP.10 ;
- b) Intégration des représentants des entités commerciales et industrielles dans les délégations des organisations faitières du secteur privé (Chambre de commerce internationale, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, Forum économique mondial, Sustainable Fiber Alliance) ou des institutions nationales (chambres de commerce, associations de producteurs).

31. À ce jour, environ 70 entités commerciales et industrielles ont été accréditées par la COP. Le secrétariat recommandera à la COP une liste d'autres entités à accréditer afin qu'elle l'examine à sa dix-septième session.

V. Conclusions et recommandations

32. On peut tirer plusieurs conclusions claires de la collaboration du Mécanisme mondial, du secrétariat et de l'Initiative mondiale du G20 sur les terres avec le secteur privé :

a) Le secteur privé est un groupe de parties prenantes ayant un rôle essentiel à jouer dans la neutralité en matière de dégradation des terres, en particulier dans les domaines du financement et de la mise en œuvre ;

b) Il est important de mettre en place des réglementations favorables pour permettre au secteur privé d'apporter des contributions notables à la neutralité en matière de dégradation des terres, en particulier pour les catégories de couvert terrestre caractérisées par une activité économique soutenue ;

c) L'initiative B4L est un cadre efficace pour la coordination de la participation du secteur privé aux activités du secrétariat, du Mécanisme mondial et de l'Initiative mondiale du G20 sur les terres ainsi qu'à d'autres initiatives du secrétariat, comme l'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse. La stratégie B4L et ses piliers constituent un fondement à la fois ciblé et souple pour l'exécution d'un large éventail d'activités facilitant les contributions du secteur privé à la neutralité en matière de dégradation des terres. L'initiative B4L démontre également qu'elle est susceptible de faciliter la participation du secteur privé aux activités visant à renforcer la résilience face à la sécheresse. Des travaux préliminaires ont été entrepris aux fins de l'établissement d'un dispositif cohérent permettant au secteur privé d'intégrer la sécheresse en tant que risque structurel dans ses activités et ses chaînes de valeur et de faciliter ses investissements dans des technologies et solutions propres à renforcer la résilience face à la sécheresse. La collaboration avec l'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse a facilité certaines de ces activités et pourrait donner lieu à de nouvelles innovations dans le secteur.

d) Les normes en matière de divulgation d'informations par les entreprises et de définition d'objectifs s'imposent en tant que moyen décisif d'orienter les démarches des entreprises vers la neutralité en matière de dégradation des terres et la résilience face à la sécheresse et de faciliter l'accès aux données sur l'impact des entreprises. Il est important, pour exploiter pleinement les normes des entreprises au service de l'exécution du mandat de la Convention, d'aligner ces normes sur les cadres et les objectifs relatifs à la neutralité en matière de dégradation des terres et à la résilience face à la sécheresse ;

e) Au-delà de la divulgation d'informations et de la définition d'objectifs, le secteur privé manifeste un vif intérêt pour la mise en place de partenariats public-privé alignés sur le mandat de la Convention dans le domaine des terres, notamment dans le cadre d'initiatives paysagères bien structurées assorties de mécanismes de gouvernance multipartite ;

f) Les modes de financement novateurs, tels que le financement mixte, les assurances indicielles liées à la sécheresse et à la gestion durable des terres et les instruments de marché, apparaissent comme des moyens essentiels d'accroître les investissements du secteur privé dans la restauration des terres et la résilience face à la sécheresse en réduisant les risques et en rendant les projets plus bancables ;

g) Malgré un élan croissant, le recours aux outils financiers novateurs reste freiné par des risques perçus et systémiques élevés, des projets peu bancables, un manque de données et de méthodes permettant de mesurer l'impact sur la santé des sols et leur résilience, et des conditions peu propices à l'investissement privé. Pour surmonter ces obstacles, il conviendra de mettre en place une assistance technique et développer des réserves de projets, de définir des normes et des indicateurs plus clairs,

de renforcer les mécanismes de partage des risques et de poursuivre les partenariats afin de pouvoir déployer ces approches à plus grande échelle ;

h) Le travail de promotion piloté par les entreprises, notamment par l'intermédiaire du Conseil des champions de l'initiative B4L, apparaît comme une stratégie efficace pour sensibiliser davantage les entreprises aux enjeux liés aux terres et à la sécheresse.

33. Le Mécanisme mondial, le secrétariat et l'Initiative mondiale du G20 sur les terres devraient prendre, dans le cadre de leurs mandats respectifs, les mesures ci-après afin de nouer des liens plus étroits avec le secteur privé :

a) Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie B4L suivant ses trois axes, de façon à encourager les entreprises et les acteurs du secteur privé à contribuer à la neutralité en matière de dégradation des terres et à la résilience face à la sécheresse ;

b) Étudier les complémentarités entre les normes relatives à la divulgation d'informations par les entreprises et le cadre stratégique de la Convention pour l'après-2030 afin de renforcer la cohérence, d'accroître l'intérêt de la Convention pour le secteur privé, et de faciliter les contributions de ce dernier à la neutralité en matière de dégradation des terres et à la résilience face à la sécheresse ;

c) Faire concorder davantage la définition d'objectifs concernant les terres dans le secteur public et dans le secteur privé, notamment au moyen de cadres communs de suivi et de mise en œuvre ;

d) Continuer à collaborer avec les partenaires concernés pour rassembler les recommandations du secteur privé sur les conditions propices à la généralisation de pratiques favorables à la gestion durable des terres et à la résilience face à la sécheresse sous l'impulsion du secteur privé ;

e) Réfléchir, en concertation avec les Parties intéressées et des entreprises nationales, à la manière dont les recommandations du secteur privé concernant les terres agricoles pourraient être mises en œuvre au niveau national afin que le secteur privé contribue à une plus grande échelle à la neutralité en matière de dégradation des terres agricoles ;

f) Continuer à définir les voies par lesquelles les entités du secteur privé pourraient contribuer aux initiatives phares, aux projets et programmes porteurs de transformation et à d'autres initiatives paysagères en rapport avec la neutralité en matière de dégradation des terres de la Convention, et des moyens de rationaliser la participation du secteur privé, notamment dans des domaines d'intérêt et de préoccupation nouveaux et émergents, tels que les pâturages, les tempêtes de sable et de poussière et d'autres priorités définies par les Parties ;

g) Poursuivre la mise en place des conditions nécessaires pour faciliter i) la participation du secteur privé aux activités visant à renforcer la résilience face à la sécheresse, en coopération avec l'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse, et ii) le recours aux approches de financement mixte, notamment par l'intermédiaire de mécanismes tels que le Fonds d'investissement pour la résilience face à la sécheresse, afin de démontrer que la résilience face à la sécheresse et la gestion durable des terres constituent une catégorie d'actifs susceptible d'attirer des investissements, et de mobiliser des capitaux privés.

Annexe

[Anglais seulement]

Policies for regenerative landscape action: a business perspective

Summary

1. Companies are increasingly investing in regenerative landscapes, which contribute to avoiding, reducing and reversing land degradation and delivering climate, nature and socioeconomic outcomes. However, misaligned policy and incentive systems are preventing investment flows from reaching the speed and scale needed. To scale investment, policymakers can:

1. Enable credible and harmonized sustainability information to inform investment decisions

2. Align the measurement and accountability frameworks and data systems that companies, investors and policymakers use for decision-making across conservation, restoration and sustainable land management (SLM). This will enable increased investment in sustainable land use by shaping both internal business decisions and capital markets.

2. Share costs and risk across public and private actors

3. Strengthen systems to share costs and risks fairly between public and private actors and across value chains. This will enhance the economic business case for investments, ensuring commercial capital can be directed where SLM is most needed. A key priority is redirecting finance towards farmers who bear the majority of the transition risks.

3. Build coherence to make sustainability easier for businesses to implement

4. Build coherence across policy, finance and data systems. This involves ensuring coherence across markets and jurisdictions, and between policy areas and thematic domains, from regenerative agriculture to conservation and restoration. This will reduce compliance costs and complexity for businesses, enabling them to respond quicker and implement strategies more effectively.

4. Work with businesses to co-design solutions

5. More effective public-private collaboration, backed by new forms of institutional architecture, is needed in order to drive progress across these three foundational areas. Business can contribute most effectively where public-private dialogue goes beyond traditional “talk and agree” to “aligning, co-creating and delivering” on shared priorities.

Introduction

6. Regenerative landscapes are inclusive land management approaches that integrate regenerative agriculture and forestry, conservation, agroecological approaches and ecosystem restoration. The objective of regenerative landscapes is to provide productive agriculture and land-use systems that regenerate natural resources instead of depleting them. By aligning stakeholders around shared goals and coordinated action at scale, landscape approaches reduce risk and costs, making regenerative and sustainable land use scalable and attractive for corporate investment. This paper presents a business-backed, positive policy agenda to accelerate the transition to regenerative landscapes.

7. For governments, regenerative landscapes present a significant opportunity to deliver on the shared objectives of the three Rio conventions, addressing the interconnected challenges of climate change, biodiversity loss, and land degradation. By investing in

regenerative landscapes, governments can strengthen national food security, promote resilience and support prosperous rural economies.

8. For businesses, investing in regenerative landscapes can help to mitigate climate and nature risks, strengthen the resilience of land-based supply chains, and capitalize on revenue opportunities. Investment includes providing farmers with financial and technical support to assist in the adoption of regenerative approaches that reduce costs, positively impact the environment, and improve livelihoods, as well as investing in other nature-based solutions on and beyond the farm that conserve and restore land.

9. Leading businesses are already investing in this transition, demonstrating ways to advance integrated solutions that deliver resilient agriculture and land-use systems. The Action Agenda on Regenerative Landscapes reports that more than 40 organizations have over USD 9 billion in committed investment, covering over 210 million hectares of land. However, to further scale business action, aligned accountability systems, equitable public-private risk-sharing, and harmonized policy frameworks are essential.

Business can accelerate action with the support of strong, science-backed policies and incentives that address supply- and demand-side barriers.

Call out box: Regenerative landscape contributions to sustainable land management

Sustainable land management (SLM) can play a fundamental role in avoiding and reducing land degradation, achieving land neutrality by 2030, accelerating action on land restoration and promoting biodiversity conservation. SLM is explicitly recognized by the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) and is embraced by efforts under the United Nations Framework Convention on Climate Change, the Convention on Biological Diversity, the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (2015–2030) and the United Nations Environment Assembly. Regenerative landscapes are strongly aligned with many of the core criteria of SLM and land degradation neutrality (LDN) as they prioritize restoring ecosystem function, maintaining soil health, enhancing water stewardship and sustaining long-term land productivity. This aligns with the UNCCD's mitigation hierarchy for achieving LDN and the Science Based Targets Network Action Framework, both of which prioritize avoiding land degradation, reducing pressures on nature loss through SLM, and reversing degradation through restoration and rehabilitation of affected lands. By integrating rehabilitation, conservation, and sustainable use of land and water while strengthening local livelihoods, regenerative landscape approaches directly support the UNCCD's mandate, particularly the implementation of integrated strategies under Article 2 to combat desertification, reverse land degradation and promote resilient, productive landscapes worldwide.

<i>UNCCD response hierarchy</i>	<i>Objective</i>	<i>How regenerative landscapes contribute</i>
Avoid (prevent)	Prevent new land degradation before it occurs.	Maintain ecosystem function and soil integrity so degradation does not begin. Avoid ecosystem conversion, including deforestation.
Reduce (minimize)	Reduce unavoidable land degradation impacts through sustainable land management.	Use water efficiently and improve water retention, especially in high water stress areas. Halt land conversion and stop soil erosion. Minimize nutrient loss.
Reverse (restore)	Restore degraded land to regain ecosystem function and productivity.	Rebuild soil organic matter. Restore high conservation value landscapes (peatlands, wetlands, grasslands). Rehabilitate degraded agricultural lands.

Abbreviations: UNCCD = United Nations Convention to Combat Desertification.

Problem summary

10. There is growing recognition of the benefits of regenerative landscape approaches for soil health, biodiversity, climate resilience and livelihoods of rural communities, but significant investment is needed to fully capitalize on this. This includes providing financial and technical support to farmers to enable them to transition to regenerative agriculture profitably, while avoiding increasing farmer debt and protecting affordability for consumers. It also includes investments in nature-based solutions such as riparian buffer zones and watershed restoration that increase resilience at the landscape level. However, existing financial flows to SLM are insufficient, and farmers are continuing to disproportionately bear the costs. Even in Europe, where farmers receive the highest financial support for transition, only approx. 2–6 per cent of total funding needs are currently covered.

11. Private sector investment plays a critical role in overcoming this finance gap, but a number of barriers are preventing this from scaling at the speed required.

12. **First, the systems companies and financial institutions use for decision-making and external capital allocation – measurement and accountability frameworks, underpinned by data systems – do not sufficiently incorporate key sustainability considerations.** Furthermore, monitoring, reporting and verification (MRV), the process by which companies and partners track actions, measure impact and provide information on outcomes, is constrained by high costs, inconsistent or sensitive farm-level data, and lack of harmonized data systems. This weakens the availability and credibility of information, limiting businesses' and financial institutions' abilities to access risks and allocate capital to where it is needed.

13. **Second, the economic business case for investment is often weak, in particular where costs, risks and benefits are not shared fairly across the value chain and between public and private actors.** The often shared, long-term benefits of regenerative landscape approaches are difficult to align with short-term investment horizons and decentralized supply chains. This is exacerbated where subsidies incentivize unsustainable activities, undermining business efforts to support the transition – especially in the agricultural sector. In this context, public finance needs to more effectively mobilize private investment across the value chain, while supporting farmers to ensure a just transition.

14. **Third, incoherence across policy, finance and data systems, including a lack of interoperability between different markets and jurisdictions, raises compliance costs and delays business investment.** Uncertainty and fragmentation across agricultural, trade, innovation and environmental policies reduce confidence, making it harder for companies to invest in long-term projects where returns depend on enabling policy environments. These factors disincentivize action on regenerative landscapes, as they limit businesses' ability to respond quickly to challenges.

15. Overcoming these business challenges represents an opportunity for governments to deliver on interconnected global priorities. For example, Sustainable Development Goal 15 is focused on life on land, emphasizing the need to protect, restore and promote the sustainable use of terrestrial systems. Similarly, the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) countries have pledged to restore 250 million hectares of farmland by 2030. Target 2 of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework aims to restore 30 per cent of degraded ecosystems by 2030; Target 10 seeks to ensure all areas under agriculture are managed sustainably, and Target 18 aims to raise at least USD 500 billion per year by 2030 by repurposing harmful subsidies into positive incentives for biodiversity. Given the central role of business in land-use systems and the scale of financing required, achieving global commitments will depend on mobilizing private sector investment.

16. With regenerative landscapes rising on political agendas, there is a clear role for public–private collaboration to play. An enabling environment comprised of robust accountability systems, aligned financial incentives, and clear, interoperable standards helps to bridge the finance gap and de-risk private sector investment. Combined with long-term national strategies, this fosters innovation and transforms business models. Ultimately, it enables the private sector to accelerate collective action and collaborate across the value chain, supporting the expansion of regenerative landscapes.

Delivering a high-ambition transition requires stronger support and collaboration. This paper highlights that robust performance and accountability systems, aligned financial incentives and strengthened co-investment mechanisms, and harmonized policy frameworks can unlock corporate investment in regenerative landscapes.

Policy areas

17. For businesses to scale regenerative landscape action, coherent policy approaches that build decision-useful, credible and transparent data systems, that can mobilize capital at scale and be harmonized across markets and jurisdictions are needed. Governments can play a critical role in designing and implementing strategies that drive accountability, investment and confidence in regenerative systems by working with business to develop and co-design solutions.

18. The following three areas identify business needs and interconnected policy priorities across accountability systems, finance, and policy coherence that are foundational to more sustainable, resilient and productive agrifood systems.

Policy area 1: Enable credible and harmonized sustainability information to inform investment decisions

19. Align the measurement and accountability frameworks and data systems that companies, investors and policymakers use for decision-making across land conservation, land restoration and SLM. This will enable increased investment in sustainable land use by shaping both internal business decisions and capital markets.

20. Business investment decisions and external capital allocation through capital markets are driven by information which is made available through measurement, accountability and data systems. As such, aligning these frameworks is essential to directing capital to where it is needed and ensuring the consistency, comparability and credibility of sustainability outcomes. These frameworks need to be science-based, grounded in the realities of agrifood systems, and designed to incentivize outcomes on the ground.

21. Currently, fragmented standards, inconsistent metrics and siloed data systems are weakening the availability and credibility of information, making it less decision-useful for businesses, farmers, governments and investors. This limits the ability of businesses and financial institutions to assess risk, price performance and allocate capital efficiently, thereby reducing investment in sustainable land use. Interoperable, science-based data systems that harmonize metrics, baselines and methodologies can reduce duplication and enable information to flow across policy, market and reporting requirements.

22. MRV, which is the process of tracking environmental actions, measuring their impacts and providing transparent, reliable information on outcomes, is an anchor for this alignment. MRV is currently constrained by high costs and inconsistent or sensitive farm-level data. While digital tools, remote sensing and modelling can improve efficiency, they require standardization, ground-truthing and strong engagement with farmers and landscape-level actors to ensure credibility. The absence of robust, interoperable MRV constrains farmer participation and private investment. It also undermines countries' abilities to demonstrate delivery on their international obligations, as effective MRV systems support governments in credibly tracking and reporting progress against international commitments under frameworks such as nationally determined contributions (NDCs), national biodiversity strategy and action plans (NBSAPs) and LDN targets. Government investment into MRV as a public infrastructure can encourage private finance.

23. Policy can play a critical role by promoting alignment across measurement and accountability frameworks, thereby supporting interoperable and science-based data systems that are scalable and practical and share data securely to provide decision-useful information to farmers, businesses, investors and governments.

24. Actions for policymakers include:

- Support the widespread adoption of a clear and simple core set of science-based metrics by integrating them into public policy frameworks for government-supported initiatives such as agricultural support schemes and landscape investment programmes. This will improve transparency and comparability of data on environmental outcomes, providing predictability to investors and other stakeholders involved in such initiatives;
- Strengthen accountability by ensuring that the disclosure of climate, nature and socioeconomic risks and opportunities, as well as the transition and adaptation plans and targets in place to manage these, are appropriately integrated into mandatory reporting and verification. This should be in alignment with established and emerging global frameworks and standards (e.g. the International Sustainability Standards Board (ISSB) Standards), aiming for the integration of criteria into internal decision-making and financial planning;
- Invest in data and MRV systems for land-based systems as key infrastructure and a public good (e.g. funding the development of digital infrastructure enabling data exchange; and supporting regionally specific secondary datasets and emissions factors for commodities and production systems to address gaps in global databases); support the standardization of transparent, peer-reviewed and regionally applicable best practice models and protocols (e.g. contributing to efforts to align methodologies for product carbon footprints); and consolidate data to ensure its consistency, accuracy and accessibility (e.g. leveraging existing land registries to provide consistent data on land use);
- Support farmers with measurement and/or collection of environmental and social data, ensuring they retain and own the data, minimizing the administrative burden and ensuring they are compensated by public or private finance for their contributions (e.g. integrating sustainability and equity metrics into existing government-led landscape or farm-level surveys or data collection).

25. These actions will enable businesses to make data-driven decisions and scale investment with confidence that programmes can deliver against corporate and producer needs. Especially at a landscape level, cost-effective and harmonized MRV and data systems provide multiple partners with a shared infrastructure for measuring and incentivizing outcomes.

Case study 1. European Union on-farm sustainability compass: aligning farm metrics without reinventing the wheel

The European Commission is developing an “on-farm sustainability compass”, a voluntary European Union benchmarking system to harmonize how farm sustainability is measured across environmental, economic and social dimensions. The initiative responds to fragmented reporting requirements that increase costs and complexity for farmers. By standardizing indicators, data protocols, and benchmarking methods, the compass aims to enable interoperable, science-based sustainability data systems across Europe. It will build on existing initiatives, including public and private frameworks, such as the farm metrics frameworks emerging in Ireland’s dairy sector. These policies can align measurement and accountability frameworks while securely sharing practical, scalable data that provides decision-useful insights for farmers, businesses, investors and governments, supporting the transition to sustainable agriculture.

Case study 2. International Sustainability Standards Board sustainability reporting: Progress toward comparable data, but more acceleration needed

The sustainability reporting standards developed by the International Sustainability Standards Board (ISSB), under the International Financial Reporting Standards Foundation, represent a major step toward consistent and comparable corporate sustainability disclosure. Thirty-six jurisdictions are moving toward adopting or aligning with the ISSB Standards, helping investors better understand sustainability-related risks and opportunities across company value chains and over different time horizons. By establishing standardized metrics and reporting frameworks, ISSB is improving transparency and comparability for capital markets. However, early implementation shows that approaches to reporting remain varied; where countries adopt ISSB with different approaches, it results in varied disclosures on risks, opportunities, dependencies and impacts. While ISSB is an important foundation, current reporting remains fragmented and will take time to

produce decision-useful data at scale. Accelerating adoption, alignment and data quality will be essential for markets to reliably allocate capital toward sustainability outcomes.

Priority policy areas: corporate accountability, foreign affairs (responsible for international reporting and diplomatic accountability), reporting and transparency, taxonomy, environment and climate policies, competitiveness

Policy area 2: Share costs and risk across public and private actors

Strengthen systems that enable costs and risks to be shared fairly between public and private actors and across the value chain to enhance the economic business case for investments and ensure commercial capital can be directed where SLM is needed most. A key priority is sharing the costs of finance to enable farmers to transition.

26. High upfront costs, uncertain short-term returns, fragmented value chains and a lack of policy-backed mechanisms to reward regenerative outcomes make the transition difficult to finance and scale on commercial terms. Greater coordination and collaboration across the value chain and between governments, financial actors and the private sector is needed to align resources and investments, enabling more targeted support for farmers undertaking the transition. Companies across the value chain, from input providers to retailers, sell to or source from the same suppliers and landscapes and have a shared interest in supporting their transition. However, there are only limited examples of businesses developing shared investment strategies, which allow them to share costs, and significant time and support is needed to facilitate such coalitions and partnerships and matchmake deals. Policy frameworks that incentivize public-private collaboration, collective investment, and blended finance can help to align public and private capital, accelerating the speed and scale of transition.

27. The following actions highlight ways to enable business investment at scale by reducing risk, improving returns and creating clear incentives for farmers and other land-users.

28. Actions for policymakers include:

- Create ambitious national investment strategies and coordinated policies that help farmers and other land users to share transition risk with value chain actors through blended finance, combining public and private resources to support the adoption of regenerative practices at scale. This should integrate targeted grants to address upfront transition costs, farmer-accessible finance that incentivizes further on-farm investment, and coordinated technical assistance and training to support implementation and capacity building;
- Support collective action and cross-value chain collaboration by engaging with and championing action-focused coalitions (e.g. the [Landscape Accelerator Brazil \(LAB\)](#)) and coordinate public-private co-investment through relevant platforms (e.g. Resilient Agriculture Investment for net-Zero land degradation (RAIZ));
- Strengthen policies that support the protection, restoration and sustainable management of land. This includes repurposing public support and incentives, including subsidies and market mechanisms, to advance regenerative landscapes and support farmers to manage the costs and risks of the transition (e.g. price support programmes, crop insurance and subsidizing research, development and technological innovations);
- Review the capital adequacy frameworks and other risk management regulations for multilateral development banks, national development banks and private financial institutions (especially banks) in the context of the needed transition of agriculture and land-use systems to support lending and investments in the sector;
- Devote a significant percentage of public money to de-risk and catalyse private investments in SLM and improve the effectiveness of such blended concessional finance by improved advertising of relevant private sector windows, simplifying administrative

processes, and assessing public flows according to private investments catalysed and a core set of science-based metrics. In addition, stakeholders should disclose the performance of past blended finance transactions, providing data that will enable investors to assess the potential risk-return profile of future investments in sustainable land-use systems more accurately.

29. These actions will enable businesses to invest more confidently in supporting landscapes to transition to regenerative approaches. By absorbing early-stage risk and improving access to affordable finance, public support strengthens the business case for on-farm and landscape-level change and allows companies to move beyond pilots to scalable, long-term investments. Alignment of public and private capital helps businesses reward farmers and other land users for delivering soil health, biodiversity, water resilience and climate outcomes, while closing the financing gap that currently limits adoption at scale.

Case study 3: Co-investment models to support agricultural transitions

The Regional Conservation Partnership Program (RCPP), administered by the Natural Resources Conservation Service within the United States Department of Agriculture, demonstrates how public-private partnerships and co-investment can accelerate agricultural transitions. The programme funds partner-led projects that direct conservation payments and technical assistance to farmers adopting improved land management practices on agricultural land.

RCPP requires non-federal partners, such as companies, non-governmental organizations and producer groups, to provide matching contributions, aligning public subsidies with private capital. By sharing costs and absorbing early-stage risk, the programme enables businesses to invest more confidently in supporting farmers to transition to practices that improve soil health, biodiversity, water resilience, and climate outcomes. This model strengthens the business case for on-farm change and helps move beyond small pilots toward scalable, long-term investments, closing financing gaps that often limit adoption at scale.

Priority policy areas: agricultural policy, NDCs, NBSAPs, trade policy, corporate sustainability and environmental, social and governance (ESG), sustainable finance, digital policies, innovation policies, farmer incentives

Policy area 3: Build coherence to make sustainability easier for businesses to implement

Build coherence across policy, finance and data systems. This coherence should apply across markets and jurisdictions, and between thematic domains, from regenerative agriculture to conservation and restoration. Consistent incentives reduce complexity for businesses, enabling them to respond quickly and implement strategies more effectively.

30. Coherence across policy, finance and data systems provides clear signals to business leaders, investors and policymakers. It can reduce risk, improve transparency and enable capital to flow more efficiently across value chains and geographies. Policy must address the diverse needs faced in landscapes (by farmers and other actors across different regions) and take a holistic approach that considers soil health, water, biodiversity, livelihoods and climate resilience.

31. In the absence of alignment, fragmented and inconsistent policy requirements increase complexity, raise compliance costs and delay business investment. Harmonized policies and regulations – aligned with international best practice – support businesses in integrating sustainability outcomes into decision-making and allow investors to assess performance with confidence. It allows public and private actors to work toward shared objectives, resulting in business leaders, investors and policymakers measuring, reporting, comparing and rewarding positive outcomes, while also unlocking private finance at scale.

32. Actions for policymakers include:

- Provide ambitious and stable long-term national policy strategies that send clear, predictable policy signals to investors and businesses, enabling long-term investment decisions;

- Align regulations and reporting requirements with international best practice to raise ambition and reduce complexity for businesses operating in multiple jurisdictions;
- Align policies and incentives that impact sustainable land use across policy domains (e.g. within agriculture, forestry, environment, trade, health and finance departments) by strengthening interdepartmental collaboration, reflecting the interconnected nature of land-use systems and delivering against multiple economic, social and environmental objectives;
- Improve coordination across the Rio conventions and raise ambition and set coherent targets across NDCs, NBSAPs, national action programmes (NAPs) and LDN targets.

33. These actions will streamline compliance and reporting, reducing confusion, duplication and unnecessary cost for business and ensuring policy best enables corporate and investor action.

Case study 4. Landscape Accelerator Brazil: Multistakeholder alignment on pathways for a regenerative transformation across Brazilian landscapes

The Landscape Accelerator Brazil (LAB) is a private sector-led, multistakeholder initiative under the global Action Agenda on Regenerative Landscapes adopted at the twenty-eighth session of the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change. The LAB unites agribusinesses, consumer goods companies, financial institutions, Brazilian Government ministries and civil society actors around a common mission: to develop shared investment plans that accelerate the regenerative transformation of key Brazilian landscapes, delivering net-positive climate and nature outcomes, economic benefits for producers and improved supply chain resilience.

A key pillar of the LAB is aligning public policy to underpin the transition. Brazil has a critical opportunity to align its policy frameworks to attract investment, mitigate risks for producers and ensure the long-term adoption of regenerative practices. This includes harmonizing regulations, incentives, partnerships and research to create a stable ecosystem that empowers farmers with the tools and support they need. The country already benefits from a strong foundation of national and subnational policies and regulatory frameworks, including the Brazilian Forest Code, Plataforma Agro Brasil Mais Sustentável, Plano Safra and incentive programmes like Plano ABC+ and Caminho Verde Brasil. However, there is potential to build on these programmes to spur the adoption of regenerative practices even further. Brazil is well-positioned to lead and become a global model for scaling regenerative landscapes by building on its updated nationally determined contribution, Plano Clima, and emerging biodiversity (national biodiversity strategy and action plan) and bioeconomy strategies.